

L'Adresse—M. Clark

insensibilité arrogante à l'égard des préoccupations et des besoins de cette partie du pays.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Clark: Madame le Président, les Québécois et les Canadiens sont en droit d'exiger qu'on leur démontre que ce gouvernement a effectivement abandonné ses attitudes du passé, qu'il a renoncé à la doctrine du *statu quo*, et qu'il a enfin compris le concept qui se cache derrière les mots «fédéralisme renouvelé». Les Québécois et les Canadiens sont en droit d'exiger que les bonnes intentions du gouvernement fédéral ne s'arrêtent pas à la période référendaire. Ils sont en droit d'exiger que le gouvernement canadien engage, après le référendum, un authentique dialogue avec ses partenaires provinciaux. A mon avis, il n'est pas trop tard pour en convaincre tous les Canadiens, et en particulier ceux qui auront à voter lors du référendum, si l'actuel gouvernement reconnaît publiquement que le Canada et le Québec sont à la croisée des chemins et que nous avons maintenant l'occasion de renouveler notre fédération et de lancer le Canada sur la voie des années deux mille.

Il n'est pas trop tard non plus pour en convaincre les Québécois et les Canadiens si l'actuel gouvernement accepte enfin la légitimité des dynamismes régionaux et s'il cesse de les percevoir comme de simples manifestations d'isolationisme régional.

Pourquoi craindre l'émergence d'identités régionales? Nous devrions, au contraire, en être fiers, car elles correspondent à des forces constructives sur lesquelles il faut bâtir le Canada de demain.

Madame le Président, le temps est venu de cesser de traiter les justes revendications des provinces comme de simples récriminations. De plus, le gouvernement actuel doit être conscient du fait que le processus dans lequel le Canada doit s'engager est beaucoup plus qu'une guerre de mots, de pancartes et de propagande. Les dimensions de la question sont d'ordre fondamental. Il s'agit de savoir si oui ou non le Canada est prêt à s'engager sur la voie du fédéralisme renouvelé, si oui ou non le Canada va démontrer par des gestes concrets qu'il est engagé dans cette voie, si oui ou non le gouvernement fédéral va traiter les provinces comme des partenaires égaux.

Le gouvernement que j'ai dirigé a compris cela et voilà pourquoi dans le peu de temps où nous avons détenu le pouvoir nous avons établi un système de bonnes relations avec les provinces, nous avons réglé certains dossiers litigieux, et surtout nous avons amorcé le processus de renouvellement de la fédération.

Un groupe de travail avait été mis sur pied pour préparer le projet de renouvellement de fédération du gouvernement fédéral et son mandat a été rendu public. Même si nous n'avons plus les mêmes moyens, le travail entrepris l'an dernier par le sénateur Arthur Tremblay se poursuit toujours et je suis fermement déterminé en tant que chef du parti progressiste conservateur de soumettre au peuple canadien un projet global de véritable renouvellement de la fédération canadienne, car c'est dans le fédéralisme renouvelé que se trouve la clé de notre avenir collectif, la clé de l'avenir du Canada aussi bien que de

celui du Québec. C'est d'ailleurs parce que j'y crois profondément, ainsi que mon parti, que le parti progressiste conservateur du Canada s'est joint aux tenants du non pour combattre le projet de souveraineté-association mis de l'avant par le Parti québécois.

Dans le contexte du débat référendaire, notre position a toujours été claire et sans équivoque. Nous sommes pour le renouvellement de la fédération canadienne. Mais, madame le Président, le non du parti progressiste conservateur a un sens vraiment positif: Dire non, c'est dire oui au changement que nous avons amorcé, c'est dire oui au renouvellement de la fédération canadienne, c'est dire oui à l'avenir.

Madame le Président, ce Canada que les Québécois sont invités à rejeter par les partisans de la souveraineté-association, ce Canada n'existe plus. Il fut un temps où les Québécois étaient seuls à revendiquer un changement constitutionnel. Aujourd'hui, le changement est réclamé par toutes les provinces. Il fut un temps où, par la force des choses, seuls les députés francophones étaient bilingues. Aujourd'hui cette situation a radicalement changé. Des députés anglophones de toutes les régions du pays, de Kingston, de Stratford, de Vancouver, de Toronto, de Woodstock, d'Oshawa, et même de l'Alberta, ont choisi d'apprendre le français.

Il fut un temps où c'était peut-être un désavantage d'être francophone quand on poursuivait une carrière dans la Fonction publique ou dans les affaires. Aujourd'hui, ce n'est pas un désavantage, c'est un avantage, et cela constitue un autre changement dans la vie canadienne.

Madame le Président, chaque collectivité change, évolue, devient plus sûre d'elle-même au fur et à mesure qu'elle croît. Le Québec a évolué de façon dramatique depuis la révolution tranquille. Le Canada aussi. Les Québécois ont été à même d'apprécier les multiples changements qui se sont produits dans leur province depuis 1960. Le même phénomène s'est produit en Ontario, en Alberta, en Saskatchewan, à Terre-Neuve. Il faut aussi avoir à l'esprit que dans cet immense pays, avec son pétrole, ses richesses naturelles, sa diversité culturelle et ses vastes espaces, le changement ne fait que commencer et que ce changement nous offre à tous des occasions uniques.

Bien sûr ces occasions se manifestent à la grandeur du territoire et elles peuvent être rejetées par crainte de l'avenir. Mais que serait-il arrivé de M^{me} Antonine Maillet si elle avait eu peur de l'avenir et si elle avait refusé de publier ses écrits? Elle n'aurait sûrement pas obtenu le prix Goncourt. Que serait-il advenu de M. Paul Desmarais s'il avait refusé de faire confiance à l'avenir? Il n'aurait sûrement pas transformé la petite entreprise familiale de Sudbury en un immense empire financier à Montréal.

Que serait-il arrivé de M. Gilles Villeneuve s'il n'avait pas fait confiance à son talent et n'avait pas accepté de participer à des compétitions? Il ne serait sûrement pas devenu un champion coureur. Lorsqu'on a confiance dans son potentiel, pourquoi enfermer son avenir dans des frontières trop étroites? Quand on est fier de soi, pourquoi avoir peur? Quand on est un Québécois avec toutes les ressources et la vitalité d'une culture originale, pourquoi limiter ses horizons et refuser de construire un vaste pays, jeune et riche?